

Unité départementale des Bouches-du-Rhône
16 rue Zattara CS 70248
13333 Marseille

Marseille, le 02/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/11/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

DISTRITEC

37, bvd de beaubourg
ZI L'Anjoly
77184 Émerainville

Références : D-2025-0768
Code AIOT : 0006401457

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/11/2025 dans l'établissement DISTRITEC implanté ZAC DE L'ANJOLY 11 VOIE D'ESPAGNE 13127 Vitrolles. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Dans le cadre du Plan Pluriannuel de Contrôle, l'établissement, fait l'objet d'une visite d'inspection au titre des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE).
Suite aux changements d'exploitant et responsable du site, cette visite vise notamment à contrôler la situation administrative.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DISTRITEC
- ZAC DE L'ANJOLY 11 VOIE D'ESPAGNE 13127 Vitrolles
- Code AIOT : 0006401457
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Distritec exploite sur la commune de Vitrolles un entrepôt couvert, composé de 3 cellules, autorisé au titre de la rubrique n° 1510.

Thèmes de l'inspection :

- Situation administrative
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante.

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative	Code de l'environnement du 02/12/2015, article L513-1	Mise en demeure, situation administrative	2 mois
3	Conditions de stockage	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, annexe II : 9	Demande de justificatif à l'exploitant	7 jours
4	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, annexe II : 22.	Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure	7 jours pour la demande de justificatifs 2 mois pour la mise en demeure

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Une mise en demeure est proposée au préfet portant sur la réalisation de la mise à jour de sa situation administrative et son Plan de Défense Incendie (PDI).

De plus des actions correctives sont demandées dans les délais impartis et portent sur :

- les conditions de stockage
- le registre de sécurité et de lutte contre l'incendie regroupant l'ensemble des documents concernant les matériels et les consignes à respecter.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Positionnement rubrique 1510

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 02/12/2015, article L513-1
Thème(s) : Situation administrative, Droits acquis
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations qui, après avoir été régulièrement mises en service, sont soumises, en vertu d'un décret relatif à la nomenclature des installations classées, à autorisation, à enregistrement ou à déclaration peuvent continuer à fonctionner sans cette autorisation, cet enregistrement ou cette déclaration, à la seule condition que l'exploitant se soit déjà fait connaître du préfet ou se fasse connaître de lui dans l'année suivant l'entrée en vigueur du décret.</p>
<p>Constats :</p> <p>Cet entrepôt couvert, soumis à autorisation, est géré par l'exploitant DISTRITEC depuis le 1^{er} mars 2024. Celui-ci a déclaré, continuer à exploiter l'installation ICPE existante sans modifications de la nature et du volume des activités et des impacts prévisibles sur l'environnement (formulaire de déclaration de changement d'exploitant).</p>

<p>Le nouveau responsable d'agence de ce site a pris ses fonctions en juillet 2025.</p> <p>L'arrêté Préfectoral en vigueur du 8 décembre 1999 autorise à exploiter un entrepôt sous le régime de l'autorisation pour les rubriques n°1510 (entrepôt couvert) et n°2662 (stockage de polymères).</p> <p>L'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 a fait l'objet de modifications par décret du 24/09/2020. Il était attendu que l'exploitant se positionne par rapport à cette modification avant le 01/01/2022.</p> <p>L'exploitant n'a pas vérifié la règle de cumul sur les rubriques 4XXX visées par la directive Seveso.</p> <p>L'exploitant a présenté à l'inspection un audit environnemental. Il a été réalisé en mars 2024 avec une étude historique et un récolement ICPE dont le but est d'accompagner l'exploitant dans sa démarche de régularisation administrative et d'évaluation des mises en conformités à réaliser.</p> <p>A ce jour l'exploitant n'a pas réalisé de démarche administrative auprès de la préfecture afin de régulariser la situation actuelle.</p> <p>Suite à l'inspection et à sa demande, l'exploitant a transmis à l'inspection un plan d'action, transmis par courriel du 3/12/2025, portant sur la vérification de la règle de cumul et la réalisation d'un porter à connaissance, assorti d'échéances de mise en œuvre.</p> <p>De plus, l'exploitant a envoyé à l'inspection par courrier avec AR, daté du 3 décembre 2025, une « demande d'accès aux antécédents ICPE », afin de clarifier la situation administrative, demande transmise le 8 décembre aux services ICPE de la préfecture.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection propose de mettre en demeure l'exploitant de déclarer à la préfecture les modifications des rubriques relatives aux activités et aux substances présentes à ce jour dans son installation classée pour l'environnement en réalisant un porter à connaissance.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, dépôt de dossier</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 2 : Dispositions applicables aux installations à enregistrement et aut...

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, annexe II : 1.4. I.</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Tableau stocks</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <p>1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets,</p>

<p>présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p> <p>Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.</p> <p>Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;</p> <p>2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.</p> <p>L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.</p> <p>Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne.</p> <p>Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante. L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.</p> <p>L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent, ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition, dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées.</p> <p>Ces dispositions sont applicables à compter du 1er janvier 2022.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté l'état des matières stockées du site, les substances sont classées par rubriques ICPE mais sans distinguer les 2 entités : Distrilog et Distritec</p> <p>Les quantités sont mises à jour quotidiennement pour les matières dangereuses. Il est bien précisé l'emplacement des produits dans l'état des stocks.</p> <p>Le 2 décembre 2025, l'exploitant a transmis par mail à l'inspection les tableaux des états de stocks de Distrilog et Distritec.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Conditions de stockage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, annexe II : 9
Thème(s) : Risques accidentels, Stockages
Prescription contrôlée :

<p>Une distance minimale nécessaire au bon fonctionnement du système d'extinction automatique d'incendie, lorsqu'il existe, est maintenue entre les stockages et la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage.</p> <p>Les matières stockées en vrac sont par ailleurs séparées des autres matières par un espace minimum de 3 mètres sur le ou les côtés ouverts. Une distance minimale de 1 mètre est respectée par rapport aux parois et aux éléments de structure ainsi que la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage.</p> <p>Les matières stockées en masse forment des îlots limités de la façon suivante :</p> <p>1° Surface maximale des îlots au sol : 500 m² ;</p> <p>2° Hauteur maximale de stockage : 8 mètres maximum ;</p> <p>3° Largeurs des allées entre îlots : 2 mètres minimum.</p> <p>En l'absence de système d'extinction automatique, les matières stockées en rayonnage ou en palettier respectent les dispositions suivantes :</p> <p>1° Hauteur maximale de stockage : 10 mètres maximum ;</p> <p>2° Largeurs des allées entre ensembles de rayonnages ou de palettiers : 2 mètres minimum</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté lors de la visite que le stockage était conforme aux prescriptions, excepté une rangée de matières stockées au sol à moins d'un mètre d'un mur.</p> <p>L'exploitant s'est engagé à la déplacer dans la semaine.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant à déplacer le stockage en vrac situé à moins d'un mètre des parois et des éléments de structure, et à transmettre une photographie attestant de la mise en œuvre de cette action.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 7 jours</p>

N° 4 : Moyens de lutte contre l'incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, annexe II : 22.</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Maintenance</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant s'assure d'une bonne maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, clapets coupe-feu, colonne sèche notamment) ainsi que des installations électriques et de chauffage. Les vérifications périodiques de ces matériels sont inscrites sur un registre. L'exploitant définit les mesures nécessaires pour réduire le risque d'apparition d'un incendie durant la période d'indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie. Dans les périodes et les zones concernées par l'indisponibilité du système d'extinction automatique d'incendie, du personnel formé aux tâches de sécurité incendie est présent en permanence. Les autres moyens d'extinction sont renforcés, tenus prêts à l'emploi. L'exploitant définit les autres mesures qu'il juge nécessaires pour lutter contre l'incendie et évacuer les personnes présentes, afin de s'adapter aux</p>

risques et aux enjeux de l'installation. L'exploitant inclut les mesures précisées ci-dessus au plan de défense incendie défini au point 23.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté les différents matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie avec leur tableau de suivi respectif des vérifications périodiques.</p> <p>L'inspection a constaté la présence des consignes incendies et en cas d'évacuation.</p> <p>L'exploitant a formé 6 équipiers de premières interventions, toutefois il n'a pas élaboré son PDI.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de transmettre le registre de sécurité et de lutte contre l'incendie regroupant l'ensemble des documents concernant les matériels et les consignes à respecter.</p> <p>L'inspection propose de mettre en demeure l'exploitant de réaliser son PDI à ce jour, obligatoire depuis le 31/12/2023, sous deux mois.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, dépôt de dossier
Proposition de délais : 7 jours pour la demande de justificatif et 2 mois pour la mise en demeure